



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7, rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EOLIENNES DE BOSJEAN

50 Avenue Jean Jaurès
30900 Nîmes

Références : 20250626-RAP-63-0628_InspectionChantierSaintSulpice
Code AIOT : 0005603149

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement EOLIENNES DE BOSJEAN implanté Le Bourg 63760 Saint-Sulpice. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société EOLIENNES DE BOSJEAN a obtenu le 14 juin 2016 l'autorisation préfectorale n°16.01429 complétée par des arrêtés préfectoraux complémentaires datant du 7 juin 2019, du 2 octobre 2019 et du 25 juillet 2024 pour l'exploitation de 6 éoliennes d'une puissance totale de 13,2 MW et l'installation d'un poste de livraison sur la commune de Saint-Sulpice (63). Elle a signé une convention de raccordement avec ENEDIS en mars 2024, ce qui a impliqué un démarrage des travaux en 2024. L'inspection s'est rendue sur le chantier afin de contrôler la mise en œuvre des prescriptions de son autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLIENNES DE BOSJEAN
- Le Bourg 63760 Saint-Sulpice
- Code AIOT : 0005603149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien d'une puissance de 13,2 MW composé de 6 mâts de hauteur de 150 m en bout de pales et de 1 poste de livraison.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	100 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 6.1.1	Sans objet
3	Avifaune	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 6.1.2	Sans objet
4	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.1	Sans objet
5	Protection d'autres espèces animales	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3	Sans objet
6	Qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.4	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5	Sans objet
8	Transports	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6	Sans objet
9	Protection des milieux aquatiques et	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 8.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de la biodiversité		
10	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 12.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater que l'exploitant a bien mis en œuvre les prescriptions de son autorisation, notamment en phase chantier. Toutefois l'IIC n'a pas pu constater la réévaluation du bridage chiroptères et attend la démonstration de l'exploitant que son plan de bridage proposé permet bien de couvrir 90 % de l'activité des chiroptères, par famille de chiroptères présentant les mêmes caractéristiques de vol et par saison. Le renforcement du plan de bridage proposé sera nécessaire si ce n'est pas le cas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 6.1.1
Thème(s) : Autre, Chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la phase de défrichement, un chiroptérologue prospectera chaque arbre voué à être coupé à la recherche d'habitats de chauve-souris. Des mesures d'évitement (adaptation de la période de travaux,...) seront mises en œuvre. Le cas échéant chaque coupe d'un arbre renfermant un gîte à chauves-souris donne lieu à une mesure compensatoire (création de gîte artificiel, gel d'un îlot de boisement de feuillus en senescence,...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le pétitionnaire a transmis à l'IIC par courriel du 27 juin 2025 le rapport de suivi MASEC (Mission d'accompagnement et de suivi écologique de chantier) ainsi qu'un diagnostic écologique arboricole des arbres voués à l'abattage. Ce diagnostic indique que les zones contrôlées ne comportent aucune trace d'utilisation du site par l'avifaune ou les chiroptères (nids ou gîtes) et qu'aucun spécimen n'a été détecté sur les zones de défrichement. Par ailleurs, aucune cavité ou décollement d'écorce potentiellement favorables aux chiroptères n'ont été notés. En revanche le diagnostic évoque que la forêt mixte de résineux et de feuillus se trouvant sur la plateforme de l'éolienne n°2 offre un grand potentiel d'habitats pour l'avifaune. De plus, des hêtres présentant des blessures ont été repérés sur le site. Bien que ces arbres ne puissent pas encore être considérés comme des gîtes potentiels pour les chiroptères, quelques années de maturation supplémentaires et la fermeture de ces blessures pourraient créer des gîtes potentiels. Le pétitionnaire a décidé de compenser l'impact du défrichement en mettant en place 1 gîte et 15 nichoirs, et assurera son suivi pendant 2 ans par un chiroptérologue.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 6.1.1
Thème(s) : Autre, Réajustement bridage chiroptères
Prescription contrôlée : b/ Un plan de bridage est mis en œuvre. Il permet l'arrêt du fonctionnement des aérogénérateurs aux périodes sensibles pour les chauves-souris. Cet arrêt a lieu lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none">• pour toutes les éoliennes :<ul style="list-style-type: none">- au mois d'avril- pour un vent inférieur à 6 m/s,- de 1 h après le coucher du soleil jusqu'à 1 h avant le lever du soleil.• pour E2, E3 et E5 :<ul style="list-style-type: none">- au mois de juin,- pour un vent inférieur à 6 m/s,- pour une température supérieure à 10 °C,- de 1 h après le coucher du soleil jusqu'à 1 h avant le lever du soleil. Ces conditions d'arrêt sont adaptées en fonction des résultats du suivi environnemental (activité chiroptérologique et mortalité) et de l'évolution de la connaissance des sensibilités et enjeux locaux. L'inspection des installations classées est informée des modifications envisagées avant leur mise en œuvre effective. c/ Des filets avec effet "ponts-barrières" sont mis en place pour les aérogénérateurs n°2 et n°3, de manière à ce que ces filets prolongent les corridors de déplacement des chauves-souris et pour les dévier de la zone qui leur est dangereuse.
Constats : Au vu de la connaissance acquise des sensibilités et enjeux locaux, le pétitionnaire informe l'IIC qu'il a bien prévu de réévaluer son plan de bridage en s'inspirant de celui du parc éolien voisin de Bois de Bajouve. Le pétitionnaire indique à l'IIC que la prescription des filets avec effet « ponts-barrières » ne semble plus adaptée au contexte actuel et ne souhaite pas mettre en œuvre cette mesure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans ce contexte, l'IIC demande au pétitionnaire de rédiger un rapport à connaissance indiquant les mesures de prise en compte de la préservation des chiroptères et notamment la réévaluation du bridage en démontrant que son plan de bridage proposé permet bien de couvrir 90 % de l'activité des chiroptères, par famille de chiroptères présentant les mêmes caractéristiques de vol et par saison . Le renforcement du plan de bridage proposé sera nécessaire le cas échéant. Cette démonstration devra être réalisée avant le 15 octobre 2025 afin que le plan de bridage soit effectif lors de la mise en service du parc . Le pétitionnaire pourra s'appuyer sur les données de l'étude d'impact tout en tenant compte du retour d'expérience des parcs voisins.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 100 jours

N° 3 : Avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 6.1.2
Thème(s) : Autre, Avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système de mise à l'arrêt automatique est mis en œuvre sur les éoliennes n ° 4, 5 et 6 dès l'installation du parc. Ce système est équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une détection des oiseaux en vol par surveillance vidéo, • d'un effarouchement par émission d'un signal sonore destiné à déclencher une réaction de fuite chez l'oiseau, • d'un arrêt en cas de stratégie de fuite non induite, L'arrêt de la machine doit également être enclenché en cas de détection de l'approche d'un groupe important d'oiseaux. <p>Les zones de danger sont paramétrées en fonction de chaque espèce pour laquelle un enjeu a été déterminé et prend en compte le temps de mise à l'arrêt des éoliennes, le temps de détection, la vitesse de déplacement et la probabilité de collision. Le paramétrage concernera a minima le milan noir (<i>Mifvus migrans</i>), le milan royal (<i>Milvus milvus</i>)l la buse variable (<i>Buteo buteo</i>), la grue cendrée (<i>Grus grus</i>), la cigogne noire (<i>Ciconia nigra</i>) et la cigogne btanche (<i>Ciconia ciconia</i>).</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'IIC avoir commandé le système de SDA Bioseco pour les éoliennes n°4, 5 et 6. Il indique à l'IIC avoir pris l'option des lumières stroboscopiques en plus du système d'effarouchement.</p> <p>Ce système estimera la distance, la taille de l'oiseau et sa trajectoire de vol. Si l'oiseau s'approche à une distance considérée comme trop proche de la pale de l'éolienne, le système actionne automatiquement des lumières stroboscopiques, si l'oiseau continue son approche il déclenche un son pour attirer son attention. Si l'oiseau maintient son approche, le système stoppe automatiquement les pales afin que le volatile puisse passer à travers le parc éolien sans collision. Quand le système ne détecte plus d'oiseaux, il redémarre de manière autonome.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.1
Thème(s) : Autre, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a/ Les emprises du chantier sont délimitées strictement avant le début des travaux. Un balisage des zones humides les plus proches des aérogénérateurs n° 1 et n° 5 est effectué par un coordonnateur environnemental. Des bassins de décantation ou tout dispositif équivalent sont</p>

mis en place au droit des sites [es plus pentus de manière à piéger les fines éventuellement générées pendant les travaux. Des fascines coco sont installées en contre-bas des éoliennes n°1 et n°5, en aval de la zone de travaux afin d'éviter le transport de matières en suspension jusqu'aux habitats humides et aux cours d'eau. Ces fascines sont conservées pendant ta première année d'exploitation du parc.

b/ Aucun entretien (réparation, vidange) des camions et engins n'est réalisé sur le site. En cas d'urgence, l'intervention sur les véhicules devra se faire sur des plate-formes étanchées afin de retenir les éventuels hydrocarbures. Les aires de stationnement des véhicules lourds de chantier doivent être aménagées de façon à retenir les liquides dangereux pour l'environnement.

c/ Aucun stockage d'hydrocarbures n'est autorisé sur le site. Sur demande dûment justifiée, une nourrice de carburant peut être amenée sur le chantier sous réserve qu'elle soit équipée d'une capacité de rétention dimensionnée pour recueillir la totalité du liquide de la nourrice. Des matériaux absorbants et oléophiles prêts à l'emploi (kits anti-pollution) sont disponibles dans les engins et sur les lieux d'intervention des engins tout au long du chantier. Aucun stockage de produits présentant un danger pour l'environnement ne se fait sur le site. Un Plan d'Assurance Qualité est élaboré pour la gestion des pollutions accidentelles.

d/ Le béton nécessaire à la fabrication des fondations n'est pas fabriqué sur le site des travaux. Les eaux de nettoyage des toupies de béton doivent en priorité être retournées à la centrale de fabrication du béton. Dans des cas qui devront être justifiés, ces eaux peuvent être récupérées dans une fosse étanche aménagée sur la zone de chantier et permettant une décantation des fines. Ces fosses seront vidangées pour traitement extérieur.

e/ Les installations sanitaires sont sans rejet sur le site. Les effluents de ces installations sont récupérés pour être traités dans des installations autorisées à les recevoir.

Toute fuite accidentelle d'hydrocarbures ou de tout autre produit polluant fait l'objet d'une information immédiate de l'inspection des installations classées, du maire de la commune concernée et de l'agence régionale de santé.

Constats :

a) En ce qui concerne les fascines coco, le pétitionnaire a remplacé ce dispositif par de la pouzzolane (dispositif local), pour l'éolienne n°5, il a amélioré son système et a mis la pouzzolane dans un géotextile ce qui permettra un retrait plus facilement.

b) L'IIC n'a pas observé le jour de l'inspection d'entretien et de réparation d'engins réalisés sur le site. Le pétitionnaire indique à l'IIC qu'il n'y a pas eu de fuite accidentelle d'hydrocarbure.

c) L'inspection n'a pas constaté de stockage d'hydrocarbure sur le site. Elle a vérifié que des kits anti-pollution étaient bien disponibles, elle a pu constater la présence de kits dans le camion de chantier sur l'éolienne E6 où la fondation était en train d'être coulée.

d) Lors de l'inspection, les fondations des éoliennes E3, E4 et E5 étaient coulées, les fondations de l'éolienne E6 étaient en cours de coulage, l'éolienne E1 était ferrillée et E2 en cours de ferrillage. L'inspection a pu observer une fosse étanche pour le lavage des pompes à béton à proximité de l'éolienne E1 ainsi que 2 bacs "Econet" pour le lavage des toupies sur le début de la piste menant à E3. Le pétitionnaire a informé l'IIC par courriel du 25 juin 2025 de la mise en place d'un géotextile sous ses bacs "Econet" pour faire face aux éclaboussures constatées le jour de l'inspection.

e) L'IIC a pu constater que les effluents aqueux des installations sanitaires de chantiers étaient raccordés à une fosse septique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection d'autres espèces animales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3

Thème(s) : Autre, Autres espèces animales

Prescription contrôlée :

Des bâches anti-intrusion pour les reptiles et amphibiens sont mises en place au niveau des aires de chantier des éoliennes n° 2 et n° 5.

Lors du raccordement entre les aérogénérateurs n°1 et n° 2, le décaissement du sol et de sa végétation est réalisé par bandes, sur une profondeur de 10 cm et sur une largeur de 4 m, au niveau de l'habitat du conocéphale des roseaux (*Conocephalus dorsalis*). Ces bandes sont stockées puis réimplantées sur la même zone.

Un ingénieur écologue est présent au cours de la phase chantier de manière au moins temporaire.

Constats :

Lors de la visite du chantier, l'inspection a pu constater la mise en place des bâches anti-intrusion pour les reptiles et amphibiens au niveau des aires de chantier des éoliennes n°2 et n°5.

En ce qui concerne le raccordement inter-éolienne, le pétitionnaire indique à l'IIC avoir modifié ce dernier afin d'éviter la zone humide, il a suivi en grande majorité les pistes existantes. Un plan de modifications de tracé a été transmis à l'IIC par courriel du 25 juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.4

Thème(s) : Autre, Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toute disposition pour limiter les envols de poussières des pistes, aires et sols mis à nu notamment liés à la circulation des engins (limitation de vitesse, arrosage des pistes,...).

Constats :

L'exploitant a limité les vitesses des engins à 30km/h sur toutes les pistes du chantier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

Les terres végétales décapées sont réutilisées sur place dans la mesure du possible, notamment pour le réaménagement des plates-formes et de leurs abords.
Constats : L'IIC a pu observer le stockage des terres végétales aux abords des plateformes. L'exploitant indique à l'IIC qu'aucun apport de terre végétale externe n'est prévu pour ce chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Transports

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6
Thème(s) : Autre, Transports
Prescription contrôlée : L'aménagement du parc éolien fait l'objet d'un plan de circulation visant à réduire la gêne occasionnée par les transports de matériaux et d'engins. Une signalisation et des mesures adéquates assureront la sécurité du trafic sur les routes d'accès. Les itinéraires d'entrée et de sortie des convois de livraison des éoliennes (mâts, nacelles, pales) sont portés à la connaissance des maires des communes concernées afin de permettre de prévenir les usagers des dates et du tracé retenu pour l'acheminement de ces éléments.
Constats : L'inspection a pu constater qu'un plan de circulation est clairement défini (cf. plan de signalisation fourni par l'exploitant). De plus lors de la visite du site, l'IIC a pu constater la présence de panneaux. Il est à noter qu'afin de simplifier la circulation au sein du parc, l'exploitant a créé un lien GoogleMaps qu'il transmet aux différents intervenants. L'exploitant indique à l'IIC avoir porté à la connaissance de la mairie les informations d'entrée et de sortie des convois de livraison des éoliennes au cours d'une réunion réalisée le 19 mai 2025, il indique faire un nouveau point avec les élus le 8 juillet 2025 à ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection des milieux aquatiques et de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 8.1
Thème(s) : Autre, Espèces envahissantes
Prescription contrôlée : Les travaux de terrassement, l'aménagement et l'entretien, les travaux de remise en état du site du parc éolien et de ses abords intègrent la gestion des moyens de lutte contre : - l'ambrosie (<i>Ambrosia artemisiifolia</i>) définis par l'arrêté préfectoral n°12/01525 du 11 juillet 2012, - la renouée du Japon (<i>Reynoutria japonica</i>).
Constats : Le pétitionnaire informe l'IIC qu'il n'y a pas eu d'espèce envahissante découverte lors du

terrassement effectué.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 12.2
Thème(s) : Autre, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose en permanence d'une voie carrossable au moins pour permettre l'intervention des services de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son accès et ses abords sont entretenus, - la voie répond aux caractéristiques d'une voie engin, - au minimum au niveau de chacune des plates-formes des éoliennes est situé un espace pour permettre le croisement des véhicules lourds ainsi que leur retournement. <p>Un point de rassemblement des moyens engagés doit être réalisé et identifié pour la zone. Un plan du site avec les cheminements, voies de communication et zones d'assemblage y est affiché. Une réserve de 60 m3 d'eau de type DFCI est créée et positionnée le plus judicieusement par rapport à "implantation des aérogénérateurs et à proximité d'un point de retournement des engins de secours, Elle est signalée et maintenue opérationnelle. Cette réserve peut être également une réserve d'eau naturelle équivalente accessible à partir d'une aire d'aspiration de 8m x 4m.</p> <p>Durant les travaux, un moyen fiable et secouru de transmission de l'alerte est mis en place. Les différentes restrictions d'accès ou autres doivent être signalées au fur et à mesure de l'avancement des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'emplacement d'une réserve de 60 m3 a été prévue conjointement avec le SDIS à proximité de l'éolienne E2. Le jour de l'inspection, cette dernière n'était pas en place mais le terrassement de son emplacement était réalisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite